

LA BOURGEOISIE ÉCONOMIQUE : UNE « CLASSE MOBILISÉE », MAIS COMMENT ?

[Éric Agrikoliansky](#), [Kevin Geay](#)

Le Seuil | « Actes de la recherche en sciences sociales »

2020/2 N° 232-233 | pages 14 à 29

ISSN 0335-5322

ISBN 9782021442519

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2020-2-page-14.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

© Le Seuil. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le journal de votre député maire

P05. Actualités

P09. RETRO 16

P10. PROPRETÉ :

LE 16^E ARRONDISSEMENT INNOVE

P12. DOSSIER

P19. LA FOI DE LA JEUNESSE

P20. L'ÉCOLE DE CHIENS

GUIDES DE PARIS

P22. ANIMATION CULTURELLE

P24. CULTURE

P27. Sport

P28. Tendances

P30. A découvrir

UN EXEMPLE PEUT-ÊTRE TROP PARFAIT ? Malgré les apparences, dans le 16^e arrondissement de Paris, la reproduction des visions du monde social ne s'apparente pas toujours à un long fleuve tranquille.

La bourgeoisie économique : une « classe mobilisée », mais comment ?

Pourquoi les « bourgeois » votent-ils à droite ? Cette question d'apparence bien naïve relève en fait d'un impensé sociologique. Car si l'on s'est longuement interrogé sur la reconfiguration des comportements politiques des classes populaires, dans un contexte de crise économique et de transformation du rôle de l'État¹, on a peu exploré les ressorts de la stabilité du vote des fractions économiques des classes supérieures. Dans le schéma que proposait Pierre Bourdieu dans *La Distinction* pour représenter un espace social structuré par le volume et la structure du capital (économique ou culturel), l'homologie avec l'espace politique semble aller de soi : ceux qui se situent « en haut à droite² » (donc avec un haut volume de capital à dominante économique) votent aussi davantage à droite³. Sans cesse observé depuis la fin

des années 1970⁴, l'alignement entre les catégories supérieures du secteur privé (cadres supérieurs, entrepreneurs, professions libérales) et la droite parlementaire a pris la force de l'évidence, au point que Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot décrivent, au début des années 2000, le vote conservateur comme étant « en quelque sorte *naturel* à la condition bourgeoise⁵ ».

Un tel constat ne doit cependant pas faire obstacle à l'investigation. D'abord, parce que la pérennité du soutien massif accordé à la droite parlementaire par ces fractions économiques de la bourgeoisie pose question eu égard aux transformations qui affectent l'offre politique et les mécanismes de la domination : reconfigurations de l'économie capitaliste ; perte d'influence de l'Église catholique ; autonomisation du champ politique et spécialisation croissante du personnel

politique⁶ ; transformation des activités partisans qui visent moins à encadrer durablement des groupes sociaux qu'à conquérir et à occuper des positions publiques⁷. Alors que ces transformations ont contribué au délitement des liens entre la gauche et les classes populaires⁸, comment comprendre que le soutien des fractions économiques des classes supérieures aux partis de droite se soit parallèlement consolidé ? Ensuite, nous le verrons, l'« individualisme théorique⁹ » de la bourgeoisie n'est pas qu'un « paravent idéologique ». Il a des implications pratiques ; l'une d'elle étant la distance aux mobilisations partisans. Par conséquent, plutôt que de s'en tenir à son caractère « naturel », il faut explorer les ressorts d'une telle naturalisation de l'identité sociopolitique, repérer les médiations susceptibles de construire

1. Guy Michelat et Michel Simon, « Les évolutions électorales : fin du vote de classe ? », *Les Ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 219-256 ; Florent Gougou, « L'éclatement du vote populaire (1965-2002) », in Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral Présidentielle 2007. Qui vote quoi, où et comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 82-86.

2. Pour s'inspirer librement de la formulation proposée par Amélie Beaumont, Raphaël Challier et Guillaume Lejeune dans un dossier de la revue *Politix* intitulé « En bas à droite » : voir l'introduction signée par les coordinateurs : « En bas à droite. Travail, visions du monde et prises de position

politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, 122, 2018, p. 9-31.

3. Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979. Sur l'homologie entre espace social et espace politique, voir en particulier p. 526-527.

4. Les principaux jalons de l'analyse en termes de « variables lourdes » produites depuis les années 1970 montrent notamment le poids du statut d'indépendant ou encore du patrimoine dans la propension au vote de droite. Voir Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP/Éd. sociales, 1977 ; Bruno Cautrès et Nonna Mayer, « Les métamorphoses

du « vote de classe » », in Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 143-159 ; Éric Bélanger, Bruno Cautrès, Michael S. Lewis-Beck, Richard Nadeau et Martial Foucault, *Le Vote des Français de Mitterrand à Sarkozy : 1988, 1995, 2002, 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

5. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2007 [1^{ère} éd. 2000], p. 110.

6. Voir par exemple Julien Boelaert, Sébastien Michon et Étienne Ollion, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation*

de la politique en France, Paris, Raisons d'agir, 2017.

7. Johann Aucante et Alexandre Dézé (dir.), *Les Systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2006.

8. Julian Mischi, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste », in Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 69-101.

9. M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, op. cit., p. 103.

le vote de droite comme étant conforme à l'intérêt de « la bourgeoisie » économique et saisir concrètement comment cette catégorie se mobilise et est mobilisée politiquement.

Lorsqu'il s'agit d'expliquer la politisation des groupes socialement dominants, comme la bourgeoisie à capital économique, la sociologie politique s'est essentiellement intéressée aux modalités « hors-normes » d'accès à l'espace de la décision, comme le recours à des modes d'influence informels¹⁰ (*via* les réseaux d'interconnaisances, l'appartenance à des clubs, etc.), ou encore l'engagement dans des syndicats patronaux¹¹. Mais ces modalités restent extra-ordinaires et ne peuvent servir de voies d'accès à la politique pour des populations larges et aux statuts diversifiés : femmes inactives, retraités, jeunes scolarisés, etc., dont la conformité politique est frappante. La sociologie politique semble pourtant répugner à traiter les membres des classes supérieures en électeurs comme les autres ; c'est-à-dire dans leurs relations concrètes au vote, aux partis politiques et à leurs représentants.

L'article propose de revenir à cet « ordinaire du politique¹² », appréhendé au prisme du vote à partir d'une série d'enquêtes [voir encadré « Dix ans d'enquêtes dans les beaux quartiers », ci-contre] menées de 2007 à 2017 auprès des habitants du 16^e arrondissement de Paris. Si ce dernier est particulièrement grand et peuplé (plus de 165 000 habitants recensés par l'INSEE en 2015) et se structure donc autour

de plusieurs quartiers identifiés comme distincts, il présente deux caractéristiques générales particulièrement intéressantes pour notre propos. Politiquement d'abord, le 16^e accorde, depuis la Troisième République¹³, un soutien continu et massif à la droite parlementaire¹⁴. Pour ne citer que les scrutins récents, Nicolas Sarkozy obtient dans le 16^e plus de 64 % des suffrages exprimés au premier tour de 2007 et 2012 et près de 80 % au second tour ; François Fillon y recueille 58,4 % au premier tour en 2017. De même, les candidats de droite aux législatives sont, sauf exception, élus au premier tour. Sociologiquement ensuite, l'arrondissement concentre les fractions économiques des classes supérieures qui nous intéressent. En 2015, les catégories « Cadres et professions intellectuelles supérieures » et « Artisans, commerçants et chefs d'entreprises » y sont plus représentées que dans l'ensemble de la capitale (57,5 % des actifs contre 49,2 % en moyenne à Paris¹⁵) – les catégories populaires ne sont pas absentes, mais sont symétriquement sous-représentées (22 % d'employés et d'ouvriers contre 26,5 %), comme les professions intermédiaires (19,2 % contre 23 %). Les habitants de l'arrondissement sont plus diplômés que la moyenne parisienne (65 % des plus de 15 ans sont diplômés du supérieur, contre 59 % en moyenne à Paris), mais ils se caractérisent surtout par le volume et la forme de leur capital économique. La médiane du « revenu disponible »

dans l'arrondissement est largement supérieure (+30 %) à la médiane parisienne et le salaire moyen horaire des cadres s'élève à 48 euros contre 37 euros en moyenne à Paris. En outre, les revenus du patrimoine constituent une part beaucoup plus substantielle du revenu disponible des ménages (32,8 % dans le 16^e contre 18,4 % pour l'ensemble de Paris). Ces derniers sont par ailleurs plus souvent propriétaires que la moyenne (47 % contre 33 %) et de logements plus vastes (le nombre moyen de pièces par logement est de 3,1 dans le 16^e contre 2,6 dans l'ensemble de la capitale). Pour finir, les résidents de l'arrondissement exercent, plus souvent que la moyenne à Paris, comme Indépendants ou comme Employeurs (30,6 % des plus de 15 ans contre 19,5 %). Si le 16^e n'est pas le ghetto doré totalement homogène que l'on décrit parfois¹⁶, il s'apparente néanmoins à un « cas¹⁷ » aux traits spécifiques : sur-représentation des catégories supérieures à capital économique, proximité spatiale et identification à un territoire, hégémonie de la droite parlementaire. Il constitue ainsi un observatoire privilégié des formes routinières de la politisation des classes supérieures à capital économique¹⁸.

L'un des enjeux de l'analyse des comportements politiques de ces catégories est en effet de comprendre comment s'articulent en pratique, pour elles, individualisme et collectivisme. Plus précisément, comment leurs membres revendiquent la singularité de leur point de vue et une forme

10. Sur les clubs et cercles : Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989 ; Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « L'économie symbolique du capital social. Notes pour un programme de recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 193, 2012, p. 96-103 ; François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Thine, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, 2011, p. 24-57.
11. Michel Offerlé, « Militer en patronat. Engagements patronaux et sociologie du militantisme », *Sociétés contemporaines*, 98, 2015, p. 79-105.
12. François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier (dir.), *L'Ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.
13. Jean Ranger (in « Droite et gauche dans les élections à Paris (1965-1977). Le partage d'un territoire », *Revue française de*

science politique, 27(6), 1977, p. 789-819) identifie, à partir des résultats aux élections de 1965 à 1977 qu'il compare à des scrutins significatifs de la Troisième République (1876, 1906, 1936), des « bastions conservateurs (qui) figurent un triangle dont les sommets seraient la place de Wagram, le jardin du Luxembourg et la Porte de Saint-Cloud [...] c'est la totalité des 7^e, 8^e et 16^e arrondissements », p. 809.
14. Sur la stabilité du vote conservateur dans le 16^e arrondissement dans les années 2010, voir Éric Agrikoliansky, « Paris, 23 avril 2017 : un renouveau des clivages socio-politiques ? », *Métropolitiques*, mise en ligne le 5 mai 2017, <https://www.metropolitiques.eu/Paris-23-avril-2017-un-renouveau.html>.
15. Ces données sont tirées du dossier de synthèse que l'INSEE consacre à l'arrondissement et disponible en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-75116>.
16. Par une relative mixité sociale (présence

d'ouvriers et d'employés mais aussi des professions intermédiaires) l'arrondissement ne constitue pas véritablement un ghetto ségrégué, d'autant qu'y coexistent à la fois une grande bourgeoisie ancrée de longue date dans l'arrondissement et des fractions « intermédiaires » de ces classes supérieures à capital économique (cadres, professions libérales, etc.). À l'inverse des ghettos afro-américains comme le *South Side* de Chicago étudié par Loïc Wacquant, l'arrondissement est sans doute plus représentatif des conditions d'existence du groupe (en l'occurrence les catégories supérieures) qui y est concentré. Sur les débats concernant la représentativité du « ghetto » noir étudié par Loïc Wacquant, voir Mario Luis Small, « Four reasons to abandon the idea of 'the ghetto' », *City and Community*, 7(4), 2008, p. 389-398.
17. Voir Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, « Penser par cas. Raisonner à partir de singularités », in Jean-Claude Passeron et Jacques Revel (dir.), *Penser par cas*,

Paris, Éd. de l'EHESS, 2005, p. 9-44. Sur les stratégies scientifiques de construction des cas, voir aussi Charles C. Ragin et Howard S. Becker (dir.), *What Is A Case? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1992.
18. Dans le raisonnement par cas, en effet, la généralisation s'opère « par l'exploration et l'approfondissement d'une singularité accessible à l'observation » (J.-C. Passeron et J. Revel, *op. cit.*, p. 9). Le 16^e arrondissement parisien condense des traits qui sont, à nos yeux, typiques des rapports au(x) politique(s) dans les classes supérieures à capital économique et des façons, pour les acteurs politiques, de mobiliser leurs soutiens. Les beaux quartiers s'apparentent ainsi à un idéal-type, à l'état quasi-naturel, que Max Weber propose de construire « en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets » (Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1992, p. 172).

Dix ans d'enquêtes dans les beaux quartiers

On distingue trois séquences de recherche. La première (2007-2008) est le projet ANR-PAECE proposant une analyse écologique des comportements électoraux dans plusieurs communes françaises. Des entretiens en face-à-face et téléphoniques (n = resp. 10 et 80 dans le 16^e) ont été menés durant la campagne de l'élection présidentielle qui allait donner la victoire à Nicolas Sarkozy et trois questionnaires sortie d'urnes (QSU) furent administrés, en particulier dans le bureau de vote (BV) n° 1 (mairie du 16^e arrondissement), à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle de 2007 (n = 495), des législatives de 2007 (n = 239) et du premier tour des élections municipales de 2008 (n = 308). La campagne des municipales de 2008 fut surtout l'occasion d'enquêter sur les partis politiques de l'arrondissement¹.

La seconde séquence (2011-2014) est l'enquête SPEL (Sociologie politique des élections) qui a réuni 11 chercheurs afin de suivre des électeurs de milieux sociaux diversifiés avant, pendant et après la campagne de l'élection présidentielle et des législatives de 2012². La thèse de Kevin Geay, sur le rapport à la politique des classes supérieures, prolonge cette enquête jusqu'en 2015, notamment dans l'Ouest parisien³. De cette séquence, nous retiendrons les observations et entretiens (n = 20) conduits dans le 16^e arrondissement.

La troisième est l'enquête ANR-ALCoV (Analyse localisée et comparative du vote, ANR-16-CE41-0008) menée par 30 chercheurs au cours de l'année 2017 dans huit communes ou arrondissements de grandes villes, dont

le 16^e parisien. Nous retiendrons de cette séquence les données du QSU administré à 414 électeurs du 16^e (BV n° 18, rue de l'Assomption) lors du second tour de la présidentielle de 2017 ; données qui seront comparées à celles obtenues dans 13 autres BV des villes retenues⁴ par ALCoV (n = 2 599). Nous retiendrons également les entretiens collectifs et répétés (deux à cinq fois) conduits auprès de 49 habitants (âgés de 15 à 83 ans) du 16^e, que ce soit à leur domicile ou à l'occasion d'une enquête ethnographique conduite par Kevin Geay dans un lycée privé laïque de l'arrondissement durant l'année 2016-2017.

1. Une partie des résultats de cette enquête a été publiée dans un ouvrage collectif qui compare l'élection municipale dans le 16^e à un autre arrondissement parisien, où dominent les classes moyennes et supérieures à capital culturel et où le PS était majoritaire : le 10^e arrondissement. Voir Éric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux et Brigitte Le Grignou (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2011.

2. Collectif SPEL, *Les Sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, PUR, 2016.

3. Kevin Geay, *Enquête sur les bourgeois. Aux marges des beaux quartiers*, Paris, Fayard, 2019.

4. Amiens, Avignon et Le Pontet, Brignoles, Joigny, Marseille (5^e arr.) et Paris (16^e et 18^e arr.) choisis pour leur diversité sociale et politique. Pour une présentation plus détaillée des modalités de réalisation de cette enquête, voir Baptiste Coulmont et l'équipe de l'ANR-ALCoV, « Le cens trouvé : examen d'un questionnaire sortie des urnes », 6 mars 2018, <https://alcov.hypotheses.org/74>.

de méfiance à l'égard de la politique, tout en étant capables d'agir collectivement en politique, de défendre des intérêts communs, de se doter de porte-parole, etc., bref, de constituer une classe *pour soi*¹⁹.

Nous rappellerons en premier lieu que les formes d'encadrement partisan jouent un rôle indirect dans la mobilisation électorale de ces populations, tant ces dernières défendent une vision individualiste de leur capacité à produire des opinions et entretiennent un dégoût social pour les formes d'appréhension des objets politiques perçues comme populaires ou scolastiques. Nous montrerons en second lieu que l'identification partisane est plutôt le produit de l'inscription précoce dans le fil d'une mémoire bourgeoise indissociablement familiale et politique. Nous analyserons enfin comment ces apprentissages sont actualisés tout au long du cycle de vie par la sociabilité (conversations en famille, entre amis) intense et élective qui caractérise ces groupes et leur permet de concilier singularité des ancrages perçus (familiaux, amicaux, etc.) et défense des intérêts communs à un groupe plus large. Ce sont à ces contraintes que s'adaptent alors les stratégies de mobilisation déployées, justement hors des partis, par ceux qui prétendent représenter les habitants des beaux quartiers.

La politique à distance

Les membres de la bourgeoisie économique ont un rapport paradoxal à la politique. Hypermobilisés dans les urnes²⁰, ils témoignent pourtant d'une distance critique à l'activité militante, aux partis et à leurs porte-parole. Cette distance n'est sans doute pas propre à ces électeurs²¹, mais revêt pour eux un sens particulier. Elle prend ainsi racine dans une perception élitiste de leur capacité à se forger des opinions irréductibles aux catégories politiques ordinaires. Elle se fonde également sur le dégoût social pour l'action politique « de masse » associée aux partis, le

mépris pour les formes d'appréhension scolastique – *i.e.* appliquée, scolaire – des objets politiques et le dédain pour le métier de politique. À ce titre, les partis politiques et les militants ne peuvent prétendre constituer des médiateurs centraux notamment en période de campagne électorale.

La bourgeoisie économique contre la politique ?

La distance bourgeoise à la politique est d'abord le produit d'une propension à se penser comme socialement et politiquement irréductible. Si les électeurs des catégories supérieures à capital économique ne sont pas les seuls à se méfier des catégories politiques englobantes, ils manifestent néanmoins une défiance particulière à leur égard. Dans les entretiens, le refus de s'inscrire ou d'être inscrit dans les catégories de la politique et, surtout, de voir la complexité et la singularité de ses opinions réduites à une nomenclature commune, est exprimé à de nombreuses reprises. Ainsi lors des présidentielles de 2012, nous invitons les enquêtés à se positionner sur l'axe gauche-droite en sept positions. Placés devant l'axe, les enquêtés rechignaient généralement (« Bof », « Pff... ») avant de se rabattre, à contrecœur, sur la position « Plutôt à droite ». Ils revenaient peu après quasi systématiquement sur cette décision, cochaient une autre position, avant de se reprendre et d'en cocher une autre, etc. Au final, ils profitaient de la seconde question concernant l'axe (« Celui-ci vous semble-t-il pertinent ? ») pour se classer sur une nouvelle position de leur création (*e.g.* « Je serais plutôt à droite de la gauche de la droite »). Dans nombre d'autres réponses en entretiens, les interviewés éludent la question de leur position en affirmant : « Je suis inclassable » ou en refusant « d'être mis dans des cases ». À l'inverse des électeurs des classes populaires qui hésitent à utiliser les schèmes de classement d'un monde politique qui semble « trop compliqué pour eux », nos enquêtés paraissent

juger ces catégories trop peu sophistiquées pour exprimer la complexité et la singularité de leurs opinions. C'est ce sentiment d'irréductibilité, qu'ils partagent avec les fractions intellectuelles des classes supérieures, qui alimente leur méfiance à l'égard des catégories de classement politiques.

Cette distance à la politique est ensuite l'expression spécifique du dégoût, proprement social, pour une activité perçue comme populaire. Cela se manifeste par la crainte d'être « embrigadé » et plus largement par le rejet de la discipline associée aux activités militantes, à la foule, à la rue. Le cas des époux B. (Christophe et Hélène) interrogés tout au long de l'année 2017²² mérite à ce titre qu'on s'y attarde. Âgés respectivement de 80 ans (pour lui) et 70 ans (elle), le mari est un ancien cadre dirigeant dans le secteur financier et bancaire et son épouse n'a jamais eu de travail rémunéré. Parents de trois enfants, installés de longue date dans le 16^e où ils possèdent un bel appartement, catholiques pratiquants tous les deux, ayant toujours voté à droite, ils soutiennent la candidature d'Alain Juppé lors des primaires de la droite et du centre de 2016, mais affirment se ranger « par fidélité » derrière le candidat finalement désigné – François Fillon. Outrés par l'acharnement dont il serait victime de la part « des médias et des juges » durant la campagne présidentielle de 2017, ils veulent lui manifester publiquement leur soutien. Mais le récit que fait le mari d'un des meetings organisés par LR témoigne parfaitement de la distance qui lui interdit de pouvoir véritablement jouer le rôle du militant discipliné.

« Je suis allé au meeting de Fillon [...] Les journalistes insistent beaucoup sur le remplissage des meetings. Je me suis dit si jamais c'est vide ça va donner une image catastrophique. Alors je suis allé à Villepinte avec ma femme et là-bas c'était bourré ! (Rires) Il y avait beaucoup de monde, mais c'était des vieux, que des vieux... (Rires) Et les jeunes c'étaient des excités... Les jeunes républicains... C'est pas sexy. Et ceux qui animent la séance avant le meeting, bon... On vous

19. M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, op. cit.

20. Dans le 16^e, la participation s'élève, par exemple au premier tour de la présidentielle de 2017, à 85,3 % contre 77,8 % au niveau national.

21. On trouve dans les classes populaires

un tel rapport « oblique » (pour reprendre l'expression de Richard Hoggart, dans *La Culture du pauvre. Études sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970) au politique, tout comme dans les classes moyennes et supérieures à capital culturel. Dans ce dernier cas, la valo-

risation de l'opinion en première personne et le rejet corrélatif des formes d'organisations collectives constituent un effet de la généralisation de l'accès à l'enseignement scolaire prolongé (voir Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges,

Éd. du Croquant, 2009).

22. Sept entretiens réalisés séparément avec les deux membres du couple entre janvier et novembre 2017 par Éric Agrikoliansky et Clémentine Grenier Belle – que nous remercions ici.

dit : « Allez ! Chantez ! Applaudissez ! » (Rires) On s'est tirés avec ma femme. On n'est pas restés [...] Ça sentait pas l'intelligence : les jeunes qui étaient là étaient bourrins ; ils se comportaient comme... Ils avaient des T-shirts avec des slogans... des bourrins. » (Entretien réalisé le 30 mars 2017).

Cet électeur établit une frontière symbolique entre ce qu'il pense être et les exigences d'un engagement militant, d'autant moins désirable qu'il est associé aux pratiques des partis de gauche et des classes populaires (faire foule, manifester, chanter, applaudir, etc.). Dire sa répulsion vis-à-vis des pratiques politiques collectives de la sorte, c'est donc expliciter en termes moraux, esthétiques, psychologiques ce qui reflète une distance proprement sociale au militantisme.

La méfiance des enquêtés à l'égard de la pratique politique est enfin le produit de la concurrence au sein des classes supérieures pour la définition du mode légitime d'accumulation du capital culturel. Si les électeurs interrogés cumulent capital économique (patrimoine hérité, revenus) et capital culturel²³, ils se distinguent cependant – et veulent explicitement se différencier – de ceux dont les positions tiennent aux seuls diplômes. En témoigne la condescendance exprimée vis-à-vis des formes scolastiques d'appréhension des objets politiques, associées à ceux qui doivent leur position à un effort avant tout scolaire. Ainsi de la lecture du journal *Le Monde*, souvent présentée non seulement comme « rasante », mais aussi comme un devoir scolaire, au sens propre du terme, vis-à-vis duquel il est de bon ton de se montrer détaché une fois ses études terminées ; sauf à le lire « à l'envers » (la formule revient sans cesse en entretiens), c'est-à-dire en évitant les pages politiques pour « foncer aux pages Culture ». Ce qu'ils méprisent ainsi c'est le rapport sérieux, sévère, crispé à la culture classique en ce qu'il trahit « un effort d'acquisition étroitement tributaire du système scolaire²⁴ ». Ce point est en particulier manifeste dans

les reproches qu'Ariane (née en 1953, inactive installée à Bordeaux dans les années 1970) fait à son mari Robert, chercheur en oncologie et fils d'un couple d'instituteurs d'un petit village girondin. Les parents d'Ariane se sont rencontrés à la piscine Molitor, dans le 16^e arrondissement. La mère, issue de la grande bourgeoisie belge dite « de villes libres », se destine au chant lyrique. Le père, ancien élève du lycée Henri IV issu d'une lignée d'ingénieurs, devient après 1945 commandant dans la marine militaire. Tous deux comptent parmi leurs proches des intellectuels de premier plan, avec lesquels ils partent en vacances. De fait, Ariane doit sa position dominante à l'ancienneté dans la classe et à la fréquentation précoce des objets culturels (elle décrit une enfance « culturellement épanouissante »), contrairement à son mari dont le capital, essentiellement culturel, est étroitement tributaire du système d'enseignement. Et ce rapport différencié aux objets culturels se rejoue chaque soir d'élection, lorsqu'Ariane reproche à Robert de suivre le scrutin non seulement *via* la télévision (« À Paris, chez mes parents, c'était la femme de ménage italienne qui avait la télé »), mais aussi avec esprit de sérieux, stylo à la main :

« – Pendant des dizaines d'années, le soir de chaque élection, il fallait se taire, ne rien dire. On dinait à 19 h pour qu'à 20 h on soit devant le poste de télévision. Et (mon mari) avait des papiers devant lui, sur lesquels il notait, pour toutes les circonscriptions, le score du PS, le machin, le truc... les gens qui sortaient, les entrants... Ô ! Affreux !
– Ah oui ? Il prenait le truc au sérieux quoi ?
– Pff. C'était mortel ! C'était un tue-l'amour ! Se retrouver au lit à près, c'était mortel. Non, je veux dire, c'était trop ! »

Les caractéristiques de ce rapport au politique que nous venons d'évoquer expliquent que le métier de politique concentre toutes les critiques. Premièrement, en ce qu'il est soumis aux sanctions du jugement collec-

tif et qu'il y a dans sa fonction une dimension de « service », notamment aux classes populaires. Les enquêtés opposent ainsi « le courage et l'aventure entrepreneuriale » aux « concessions électoralistes » et aux « serrages de pinces sur les marchés ». C'est par exemple le cas de Gonzague (62 ans, administrateur de sociétés d'événementiel) lorsqu'il décrit les professionnels de la politique qu'il a fréquentés dans le cadre professionnel comme « des gens moyens dont le boulot est de se faire réélire. Et pour se faire réélire, il faut convaincre les gens ». C'est aussi l'état d'esprit de Guy (84 ans, retraité, ancien PDG) lorsqu'il affirme avoir choisi le secteur privé après l'ENA pour s'éviter « la fréquentation des préaux d'écoles primaires, des militants de base, des minables petits présidents de comités ». Deuxièmement, parce que l'exercice du métier de politique suppose un mode d'accumulation et un usage du capital culturel très éloignés de ceux valorisés par les enquêtés. Les professionnels de la politique sont ainsi, à longueur d'entretiens, décrits comme des « êtres rustiques », « des infirmes de la sensibilité », qui « se rendent au théâtre pour serrer des pognes », « achètent (des œuvres d'art) avec les oreilles » (et non par goût), etc. Ils sont de surcroît décrits comme dépourvus de sens de l'humour et ne sachant parler que de leur travail, quand l'éthique de la sociabilité bourgeoise proscrit l'esprit de sérieux et le « parlé boutique²⁵ ».

Ces électeurs sont loin d'être les seuls à se méfier (et se défier) des partis et de leurs représentants dans la France contemporaine, mais ils le font à leur manière. En revendiquant un point de vue qu'ils estiment unique et complexe sur la politique. Et en portant un regard « d'en haut » sur ceux qui font la politique, la suivent avec ferveur ou application. Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que les contacts entre les électeurs du 16^e, les militants ou les candidats en campagne semblent fugaces et sans grand effet.

23. Les hommes sont diplômés du supérieur, plutôt d'études de gestion, d'économie ou d'écoles de commerce ; les femmes ont souvent entamé des études, parfois abandonnées après la naissance du premier enfant, de lettres ou d'art, dans des

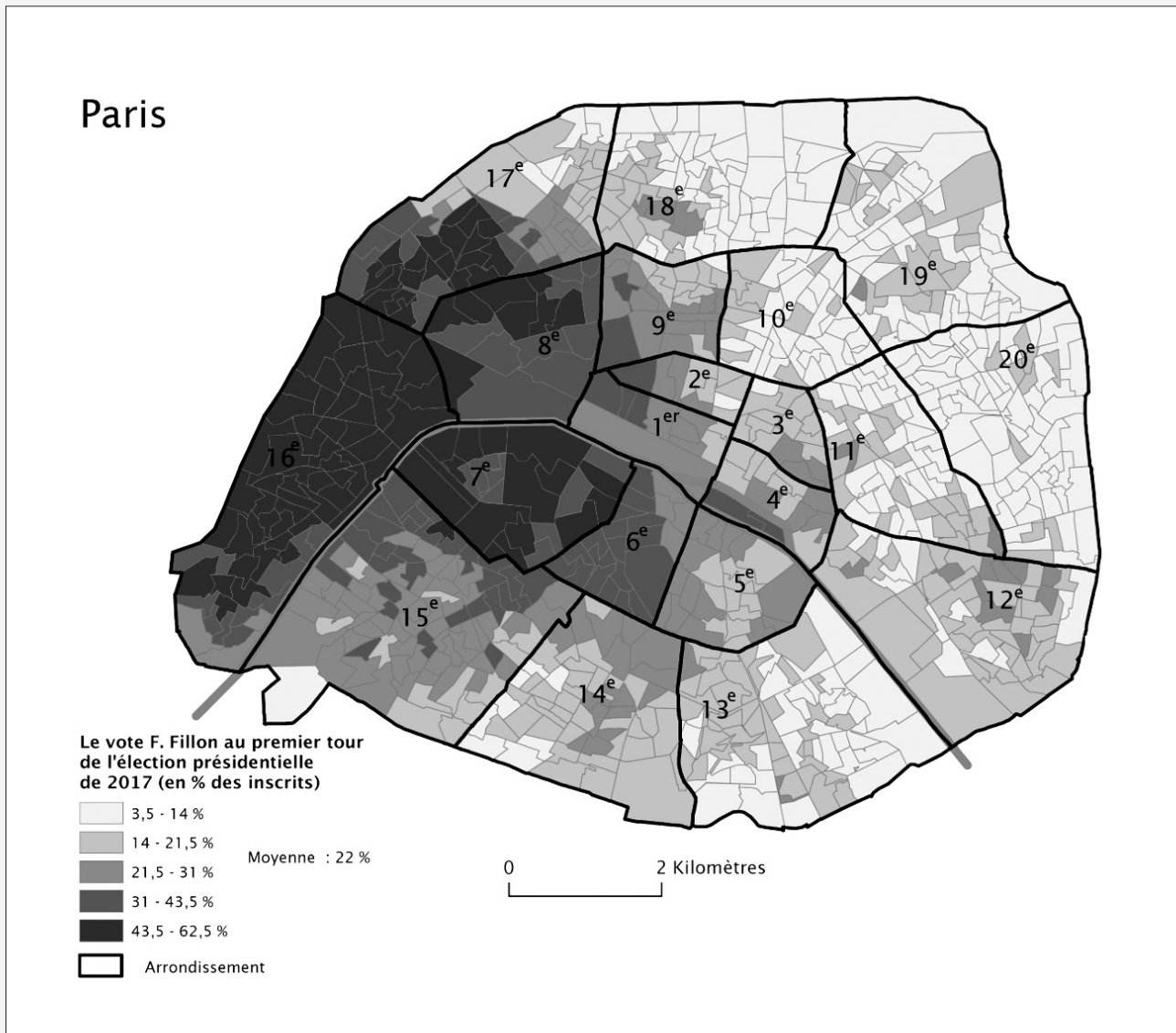
universités « préservées » – la Catho par exemple. Ils et elles partagent une connaissance approfondie depuis l'enfance et une familiarité avec les pratiques culturelles distinctives : musique, peinture, etc., et fréquentent en outre souvent des artistes

et des intellectuels, qu'ils soient des « relations » ou des membres de la famille élargie.

24. P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 298.

25. Sur l'éthique de la sociabilité bourgeoise comme refus du sérieux et de l'ennuyeux, voir Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et*

grands bourgeois. Éducation, traditions, valeurs, Paris, Perrin, 2007, p. 237 sq. ; Lyliane Deroche-Gurcel, « La sociabilité : variations sur un thème de Simmel », *L'Année sociologique*, 43, 1993, p. 159-188.



LE VOTE DE DROITE est toujours spectaculairement ancré dans l'Ouest parisien et en particulier dans le 16^e arrondissement de Paris. Nicolas Sarkozy y obtenait 64 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle de 2012. François Fillon y recueille 58,4 % des suffrages exprimés au premier tour de 2017 (soit 49,4 % des électeurs inscrits, contre 21,88 % en moyenne à Paris).

Source carte : fond de carte Cartelec, données ministère de l'Intérieur, cartographie Christophe Batardy et Jean Rivière.

Une mobilisation électorale introuvable

Dans le questionnaire sortie d'urnes (QSU) administré lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017, plusieurs questions portaient sur le contact effectif avec des partis ou des militants. Les réponses des électeurs interrogés dans le 16^e arrondissement parisien révèlent un paradoxe : ils se distinguent par leur niveau élevé d'intérêt pour la politique (37 % des répondants se disent « très intéressés par la politique », contre 22,5 % de l'ensemble des répondants à cette enquête réalisée dans huit communes françaises), mais sont relativement peu nombreux à signaler avoir eu des contacts avec des militants politiques dans les jours précédents l'élection (à peine plus d'un sur dix²⁶). Si les électeurs des beaux quartiers sont mobilisés électoralement en 2017, ce n'est visiblement pas par les partis politiques – ou tout au moins aussi peu qu'ailleurs. On observait une tendance similaire dans l'enquête de 2008 comparant le 16^e et le 10^e arrondissement parisien – dans lequel la gauche socialiste était largement majoritaire et où dominent les classes moyennes et supérieures à capital culturel. Les électeurs du 16^e (qui allaient élire au premier tour de la municipale la liste UMP dirigée par Pierre-Christian Taittinger) déclaraient moins que ceux du 10^e avoir rencontré un candidat, lu un tract distribué dans les rues de l'arrondissement, ou discuté politique dans l'espace public local²⁷.

Les entretiens approfondis confirment ce décalage entre, d'un côté, l'identification politique et le niveau de mobilisation électorale et, de l'autre, l'emprise limitée des organisations partisans en campagne. Quelle que soit l'élection (2007, 2008, 2012, 2017) les interviewés disent se souvenir avoir croisé des militants sur les marchés ou dans la rue, mais affirment dans le même temps n'avoir jamais discuté avec eux. Quant à l'enquête ethnographique de 2008 sur la campagne municipale menée par l'UMP du 16^e,

elle révélait la très faible présence du « public » aux, pourtant nombreuses, réunions publiques (dans des écoles, des cafés) organisées par la liste UMP dans les semaines précédant le scrutin. L'assistance se réduisait pour l'essentiel... aux colistiers eux-mêmes et aux militants de la section locale de l'UMP.

Être de droite : socialisations bourgeoises et apprentissages politiques

La mobilisation électorale massive et continue des électeurs des beaux quartiers ne repose pas principalement – et n'a sans doute jamais reposé²⁸ – sur l'encadrement partisan et le travail militant. Par quels mécanismes les positions bourgeoises sont-elles alors politisées à droite ? Répondre à cette question suppose d'étudier les processus bourgeois de socialisation politique enfantine pour saisir comment l'identification au groupe procède de l'apprentissage par la famille et au sein des institutions scolaires d'un sentiment d'appartenance à la fois social et politique.

Identifications politiques et socialisation primaire

Parfois, les refus de réponse disent autant que les réponses elles-mêmes. C'est le cas de cette électrice (83 ans) contactée par téléphone au printemps 2007 et qui prévient que si l'enquêteur tente de lui demander son vote elle ne le dévoilera pas, car il est « secret ». Elle accepte néanmoins de répondre aux autres questions et brosse d'elle-même un portrait socio-politique très clair : fille d'un industriel, elle a épousé un chirurgien, habite le 16^e depuis plus de 30 ans et y évolue au centre d'un réseau dense de relations familiales et amicales homogames ; elle se déclare catholique, croyante pratiquante régulière et lectrice du *Figaro* « depuis l'âge de 19 ans » – « je suis fidèle monsieur » précise-t-elle. Au terme de cet entretien, lorsque nous lui demandons à nouveau

ses intentions de vote, elle décline toujours : « Je sais pour qui je vais voter, mais je ne vous le dirai pas [...] (silence)... enfin, de toute façon vous avez dû comprendre non ? ».

Cette façon de suggérer qu'être bourgeois équivaut à être de droite reflète d'abord les effets de la socialisation politique enfantine. Le cas d'Églantine, 40 ans, cadre dans le secteur du luxe, habitante du 16^e et électrice de Nicolas Sarkozy, illustre bien ce point. Nous avons rencontré Églantine en avril 2012 chez son père Guy, résidant de Neuilly-sur-Seine, lui aussi électeur de Nicolas Sarkozy. Le dîner qui a succédé à l'entretien a été l'occasion pour Guy d'évoquer une histoire d'aventure ponctuée de chansons qu'il racontait à sa fille lorsqu'elle était enfant et qui s'intitule *L'île aux socialistes*. Cette île, nous raconte Guy, voit s'affronter les « Tôt-sucrants » et les « Tard-sucrants », c'est-à-dire ceux qui sucent leur thé avant d'y verser l'eau et ceux qui sucent leur thé après y avoir versé l'eau. Elle met en scène des enfants persécutés par un ogre « qui ressemble au Bibendum Michelin, une énorme boursouffle gonflée de rien ». On y découvre quantité de personnages exotiques dont « des fonctionnaires qui font des cocottes en papier » et « des locomotives qui tractent d'autres locomotives ». Il s'agit donc d'un pastiche de l'île de Lilliput traversée par Lemuel Gulliver et du « pays des Soviets²⁹ » visité par Tintin qui dénonce sous une forme allégorique non seulement les travers supposés des politiques d'inspiration keynésienne (le dévoiement des ressources productives au profit de l'État, l'inactivité des fonctionnaires), mais aussi la vanité des dirigeants socialistes qui, comme les Lilliputiens, s'entredéchirent pour des idées ésotériques.

Pour édifiant qu'il soit, ce récit rétrospectif de transmission parentale des valeurs libérales est aussi un cas limite, et ce, à double titre. D'une part, la socialisation politique des enfants

26. 12 % des répondants du 16^e disent avoir échangé avec des militants dans la semaine précédant le second tour, ce qui est certes dans la moyenne des réponses pour l'ensemble du corpus (12 %), mais très faible compte tenu du niveau de mobilisation électorale et inférieur aux déclarations enregistrées dans d'autres communes enquêtées (e.g. 15 % dans un BV populaire

de Marseille ou 14 % dans un BV du 18^e arrondissement gentrifié de Paris).

27. Éric Agrikoliansky, « "Bourgeois" contre "bohèmes" ? Transformations sociales et clivages politiques dans deux arrondissements parisiens », in Éric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux et Brigitte Le Grignon (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements*

parisiens, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2011, p. 35-78.

28. Sur l'histoire de cette méfiance à l'égard des organisations partisans dès les premières décennies du XX^e siècle : Gilles Le Béguec, « Le parti », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, t.2, Paris, Gallimard, 1992, p. 13-59.

29. L'album d'Hergé, *Les Aventures de Tintin* :

reporter du « *Petit Vingtième* » au pays des Soviets a été publié en 1930 dans la revue de jeunesse catholique et anticommuniste *Le Petit Vingtième*. Tintin y découvre l'envers du régime soviétique et notamment le détournement des ressources alimentaires au profit des membres du Parti communiste.

bourgeois est rarement une éducation politique, au sens de processus conscient – aussi bien du point de vue du socialisateur que du socialisé – mobilisant les catégories explicitement partisans. D'autre part, la politisation dans le 16^e arrondissement parisien ne s'apparente pas toujours au bel alignement que décrit ce cas de parfaite homogamie sociale et politique.

La valeur d'exemple

Les enquêtés affirment plus souvent que leurs parents parlaient très peu de politique et qu'eux-mêmes n'ont pas voulu « embrigader leurs enfants ». Ils pensent que plus que les discours et les conseils, c'est « la valeur d'exemple qui compte ». Or, cette valeur réside dans le sentiment d'être eux-mêmes partie prenante du roman national. Incités à se raconter en entretien, ils offrent des récits concordants : les ancêtres morts pour la patrie durant la Grande Guerre, la résistance d'un grand-père aux côtés du général de Gaulle, l'indignation des parents devant les événements de mai-juin 1968 et leur peur panique lors de l'accession des socialistes au pouvoir, en 1981. Ces récits attestent de l'inscription précoce des enfants dans le fil d'une mémoire bourgeoise indissociablement familiale et politique, qui enjoint les vivants à se montrer fidèles à la Nation, à l'Église et à leur « famille politique » (le gaullisme ou la droite). Le cas de Bernard (70 ans, fils de militaire, cadre dirigeant d'une banque à la retraite) et Anne-Sophie (69 ans, fille de militaire, inactive, « mère de cinq enfants »), interrogés ensemble à cinq reprises au cours de l'année 2017, l'illustre :

- « – Enquêteur : Vous êtes croyants et pratiquants ?
- Bernard : On essaye d'être pratiquant, pas assez, mais on essaye...
- Anne-Sophie : Il y a une passation, des choses à transmettre, depuis que je suis grand-mère je crois que c'est de plus en plus important... c'est lié à la Nation quand même. [...]
- Bernard : La France c'est une patrie... Nos parents ont été blessés pendant la guerre : le père d'Anne-Sophie s'est

fait descendre par les Allemands en 40... le mien a été blessé... Mes deux grands-pères ont fait la guerre de 14 pour défendre la France... Et les siens aussi. Je vais d'ailleurs vous conseiller un très bon livre qui vient de sortir (rires) écrit par mon frère sur notre arrière-grand-père : le général X. Mon frère a été dans le privé, mais sa passion c'est l'histoire... Et pendant six ans il a compulsé toutes les archives et il vient de sortir ce livre. Toute ma famille de ce côté-là était militaire. (Il montre le livre à l'enquêteur) L'histoire de France c'est très important pour moi. La France c'est une très grande nation avec une culture, des valeurs. On est très attaché à cela. »

Le ressort filial de l'attachement bourgeois à la droite gaulliste se donne également à voir lorsque les électeurs de 2017, mis sur la défensive par les péripéties de l'affaire Fillon, persévèrent néanmoins au nom de la fidélité familiale. C'est le cas de Christophe – l'époux du couple B. dont la réticence à assister avec sa femme au meeting de François Fillon a déjà été évoquée – qui se décrit comme quelqu'un ayant « toujours été par (s)on père gaulliste profond ». Au cours des cinq entretiens menés avec lui tout au long de l'année 2017, il se dit « déçu par Fillon » et progressivement séduit par Emmanuel Macron, qui incarne, à ses yeux, « la jeunesse et l'avenir du pays ». Il exprime toutefois un vote Fillon au premier tour, ne donnant sa voix à Macron qu'au second, contraint par la réduction de l'offre de second tour³⁰. De même, si son épouse et lui se disent tentés par un vote « En marche » aux législatives, ils ne franchissent pas le pas. La façon dont ils s'en expliquent montre là encore la force de l'identification partisane héritée :

« ... finalement j'ai voté LR, aux deux tours (des législatives). Même si j'ai pas une passion pour le député sortant, je suis néanmoins allé au bout de ma logique : J'ai voté LR. [...] Ma femme voulait voter Macron et elle a fini par suivre ma logique et a voté comme moi. On n'a pas voulu basculer tout de suite dans l'événement inattendu. J'ai

voulu continuer à voter dans ma famille politique... (Un peu plus loin à propos de son père) On est quand même très proche de l'ambiance familiale quand même... voilà : mon père était gaulliste, je suis resté gaulliste. »

L'extrait est instructif à plusieurs titres. Premièrement, parce qu'il montre la force de l'attachement partisan, forme de remise de soi à un courant et à une tradition politique qui contraste avec le goût élitiste pour les pratiques distinctives. Deuxièmement, parce qu'on comprend, dans le même mouvement, comment la médiation familiale rend possible cet oxymore sociologique : c'est la référence aux plus proches (le père, le conjoint) qui constitue le support de ces identifications collectives et qui permet de se penser à la fois comme unique et comme faisant partie d'un groupe social incarné dans un courant politique.

Cette identification se réalise d'autant mieux qu'elle est parfaite par d'autres institutions en charge de l'éducation bourgeoise, notamment liées aux institutions catholiques. Parmi celles ayant retenu l'attention des sociologues, citons d'abord les rallyes. Lieux de contrôle des fréquentations juvéniles, ils commencent par des visites de monuments historiques classés, de lieux de pouvoir et d'Église sous le patronage de proches ambassadeurs, hauts fonctionnaires ou encore prêtres³¹ – manière de signifier aux enfants que l'Histoire de France est aussi leur histoire. Citons également les organisations de jeunesse catholique (scouts unitaires de France du Groupe Saint-Louis, Petits Chanteurs de Passy) et les établissements scolaires privés catholiques les plus sélectifs de l'Ouest parisien (Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Jean de Passy, La Tour, Sainte-Marie-de-Neuilly), auxquels les enfants accèdent en étant incités à se montrer « à la hauteur de leurs prédécesseurs » et pour y recevoir une éducation conforme aux visions conservatrices des divisions du monde social³². Mais de là à décrire

30. Dans la très grande majorité des cas étudiés lors du second tour de 2017, les électeurs du 16^e soit votent Macron, soit s'abstiennent (pour ceux qui considèrent ce dernier comme un « bébé-Hollande »). Leur hostilité à Marine Le Pen se justifie par une inquiétude à l'égard du programme économique frontiste (sortie de l'Euro notamment)

qui menace selon eux l'économie française (et les menacerait très directement) et par la remémoration de l'anti-gaullisme qui caractérisait Jean-Marie Le Pen.

31. Sur les rallyes comme occasion de « parfaire une éducation parfaite », voir M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, op. cit., p. 92-94 ;

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghetto du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007, p. 45-47.

32. Jean-Pierre Faguer, « Les effets d'une "éducation totale". Un collège jésuite, 1960 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 86-87, 1991, p. 25-43 ; Monique

de Saint-Martin, « Une "bonne" éducation : Notre-Dame des Oiseaux à Sèvres », *Ethnologie française*, 20(1), 1990, p. 62-70 ; Béatrix Le Wita, *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éd. de la MSH, 1988.

Vote et discussions politiques

Une partie des questions du QSU administré lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017 portait sur les pratiques de discussions politiques (« Avez-vous parlé de l'élection dans la semaine qui précédait le scrutin et avec qui ? ») et sur le degré d'homogénéité politique de leurs entourages (famille, amis, voisins).

Les électeurs inscrits dans le bureau de vote du 16^e arrondissement de Paris se distinguent de plusieurs points de vue. Ils affirment plus fréquemment que les autres avoir discuté de l'élection présidentielle dans la semaine précédant le second tour de scrutin (seulement 1,3 %, soit cinq répondants, ne déclarent aucune discussion, contre 7 % en moyenne dans les autres BV). L'intensité de ces discussions reflète le plus fort intérêt déclaré pour la politique de ces électeurs, ainsi que leur suivi plus assidu de la campagne dans les médias. Mais elle traduit sans doute aussi l'homogamie qui caractérise les groupes de sociabilité dans les beaux quartiers et rend

la discussion plus aisée. Dans le 16^e, plus qu'ailleurs dans notre corpus, la discussion politique demeure une affaire privée. 94,6 % des électeurs y déclarent avoir discuté de la campagne avec leur famille (contre 83,5 % dans les autres BV enquêtés) ou avec leurs amis (89,2 % contre 75,6 %), quand ils ne sont que 18,4 % à déclarer avoir discuté avec leurs voisins (contre 30,3 %). Invités à répondre à la question « Habituellement vos proches votent-ils comme vous ? » (suivi d'une liste de catégories de ces proches) les électeurs du 16^e sont toujours moins nombreux que les autres répondants de notre enquête à déclarer qu'un de leur proche ne vote « pas du tout comme eux » (seulement 7,8 % pour le père contre 12,8 % ailleurs ; 4,2 % pour le conjoint contre 8,2 % ; 4,4 % pour les amis contre 6,3 %). Ils se révèlent enfin mieux informés que la moyenne sur les choix électoraux de leurs proches, indice de leur fort intérêt pour la politique, mais aussi de l'importance qu'ils attachent à l'homogamie politique.



LES ÉLUS du 16^e arrondissement de Paris privilégient les performances du répertoire d'action électoral encadrées dans les occasions de la vie quotidienne.



Ici Claude Goasguen, maire du 16^e arrondissement de Paris, au contact de ses électeurs lors de la kermesse de l'école Gros-Boulainvilliers, le 9 juin 2017.

l'identification politique bourgeoise comme un processus auquel l'enfant ne peut échapper³³, il y a un pas à ne pas franchir.

Une éducation politique « totale » ?

En effet, l'efficacité des instances de socialisation bourgeoise que nous avons évoquées repose moins sur la contrainte que sur une sélection minutieuse de dispositions qu'on ne peut plus tenir pour acquises. En particulier, l'adhésion au catholicisme qui conditionne la docilité familiale et scolaire des jeunes bourgeois s'érode jusque dans le 16^e arrondissement de Paris : 40 % des 18-29 ans ayant répondu au QSU de 2017 se déclarent « non croyant », contre 27 % des 60 ans et plus. Ce résultat relève sans doute en partie de l'effet d'âge, au sens où les jeunes de 2017 pourraient « revenir » aux dispositions héritées une fois entrés dans la vie active. Mais il pourrait aussi témoigner d'évolutions générationnelles. En effet, le 16^e ne cesse de s'ouvrir à de nouvelles élites (issues de la politique, des médias, de l'art et de la finance) non seulement sécularisées, mais promouvant de surcroît la novation dans les relations de genre³⁴, de classe et de race³⁵. Il est permis de penser que ce côtoiement interroge surtout les plus jeunes enquêtés (ceux nés dans les années 2000), tant ceux-ci décrivent plus volontiers leur univers comme n'étant pas le seul possible ; ni même le plus prometteur. Ainsi ils paraissent gênés lorsqu'on leur demande de décrire leurs années de scoutisme ou de catéchisme, prennent l'accent « Marie-Chantal³⁶ » pour évoquer les rallyes auxquels ils ont participé, voire

se moquent de l'anticommunisme viscéral de leurs parents et grands-parents. Là où les plus âgés de nos interviewés évoquent les établissements privés catholiques avec fierté ou sur le mode de l'allant-de-soi, les plus jeunes y voient au contraire des règlements intérieurs et un entre-soi bourgeois qui seraient inadaptés aux réquisits du monde de l'entreprise moderne. Ils décrivent plus volontiers l'enseignement religieux comme du temps perdu sur les révisions et les cérémonies données dans l'enceinte de l'école (par exemple la bénédiction annuelle des cartables) comme une source de malaise : celui de se sentir appartenir à un établissement refuge pour « tradis intégristes³⁷ ».

Cette gêne motive parfois la réinscription dans un nouvel établissement privé du 16^e, mais laïque cette fois. L'enquête conduite dans l'un de ces établissements montre que les adolescents découvrent alors un contexte scolaire moins autoritaire et une plus grande mixité sexuelle, sociale, religieuse, ethnique. Les enseignants rejettent les prises de position informées par le catholicisme ou en faveur de l'entre-soi bourgeois et enjoignent leurs élèves à faire de même. Se distancier des « snobs » et des « réacs » voire des « racistes » du privé confessionnel est alors présenté comme un savoir-faire nécessaire à la mobilité internationale et à l'accès aux établissements d'enseignement supérieur les plus sélectifs³⁸. On est par exemple surpris d'entendre des adolescents issus de la bourgeoisie conservatrice réciter ce qu'ils appellent des « *punchlines* de Bourdieu ». Ils manifestent sans doute ainsi leur capacité à s'approprier,

au moins en apparence, un discours de critique sociale qui, à l'instar du « nouvel esprit du capitalisme³⁹ » dans le monde du management, valorise une modernité libérale fondée sur l'autonomie individuelle (s'agissant des mœurs ou de la pratique religieuse) et une mauvaise conscience de classe déplorant les inégalités sociales, mais n'affectant pas véritablement les fondements, en particulier économiques, de celles-ci. Au même titre que le « rester dominant⁴⁰ », le « rester conservateur » des enfants de la bourgeoisie économique du 16^e arrondissement parisien s'impose donc toujours à eux, à leurs parents et à ceux qui sont pratiquement engagés dans leur socialisation, comme une question, non comme une affirmation. Cette incertitude explique toutes les tentatives visant à la réduire que nous avons déjà évoquées. Mais elle peut au contraire motiver des ajustements dans les formes et contenus de la socialisation primaire dont les effets politiques au long cours – en termes notamment d'orientation du vote – demeureront à renseigner.

Une telle attention aux nuances ne doit toutefois pas nous détourner de l'essentiel : la reproduction électorale demeure le trait saillant du territoire étudié. Elle tient aux efforts parentaux – et à leurs prolongements institutionnels – déployés pour valoriser l'appartenance à une identité familiale qui implique, pour les enfants qui prétendent l'endosser, de se montrer loyal à « la France » et à « la droite ». Reste néanmoins à saisir comment ces dispositions sont entretenues jusque dans la vie adulte et réactivées au moment des élections.

33. On se demande si les enquêtes sur les rallyes et la scolarité dans l'Ouest parisien citées plus haut ne se soumettent pas à « leur objet qui parle » lorsqu'elles comparent l'éducation bourgeoise au modèle de l'internat jésuite du XV^e siècle étudié par Émile Durkheim. Nous suggérons plutôt que le prestige de ces instances de socialisation repose sur la croyance en leur capacité à protéger les enfants des influences du monde extérieur.

34. En témoigne la toujours plus forte représentation locale des femmes actives, de familles monoparentales, de couples divorcés et/ou binationaux. Voir INSEE RP2010 et RP2015 pour le 16^e arrondissement de Paris.

35. Sur la vision des divisions de la bourgeoisie progressiste, voir notamment Sylvie

Tissot, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

36. Sur la « prononciation Marie-Chantal », voir Marie-Anne Paveau, « Le parler des classes dominantes, objet linguistiquement incorrect ? Dialectologie perceptive et linguistique populaire », *Éla. Études de linguistique appliquée*, 150, 2008, p. 137-156.

37. Quant au passage par Sainte-Marie-de-Neuilly – l'établissement pour filles de la communauté apostolique Saint-François-Xavier –, nombre de jeunes enquêtées n'en parlent à l'enquêteur qu'en dernier recours, à la manière d'une « information discréditable » (Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, p. 57), plutôt que comme le gage de « bonne éducation » et d'adéquation

au marché matrimonial local que décrivait Monique de Saint-Martin dans son enquête sur les pensionnaires des années 1960-1980 (art. cit.).

38. Sur les processus de re-socialisation politique à l'œuvre dans les établissements privés et laïques de l'Ouest parisien et les conditions nécessaires pour se laisser changer par de telles institutions, voir Kevin Geay, « La vie scolaire n'est pas un long fleuve tranquille », in Kevin Geay, *Enquête sur les bourgeois. Aux marges des beaux quartiers*, Paris, Fayard, 2019, p. 167-210. Sur les usages élitaires de la montée de l'impératif de diversité scolaire, voir Shamus Khan, *La Nouvelle École des élites*, Marseille, Agone, 2015 ; Agnès van Zanten, « La fabrication familiale et scolaire des élites et les voies de mobilité ascendante

en France », *L'Année sociologique*, 66(1), 2016, p. 81-114.

39. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

40. Pour reprendre l'expression de Wilfried Lignier, in « Comment rester dominant ? Les classes supérieures face aux incertitudes de leur reproduction », *Savoir/Agir*, 26, 2013, p. 51-56. Sur les réactions bourgeoises à l'incertitude de la reproduction, voir Anaïs Collet, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 2015 ; Wilfried Lignier, *La Petite Noblesse de l'intelligence. Une sociologie des enfants surdoués*, Paris, La Découverte, 2012.

Les conditions ordinaires de l'identification politique

L'analyse des « influences interpersonnelles⁴¹ » qui entretiennent les identifications politiques a été, à l'origine de la sociologie électorale américaine, un outil pour comprendre que « voter est une expérience de groupe. Les gens qui vivent, travaillent, jouent ensemble sont enclins à voter pour les mêmes candidats⁴² ». On peut de la sorte proposer une analyse « contextuelle » du vote⁴³ qui explore comment les interactions et les pratiques de sociabilité de la famille, des groupes amicaux, de voisinage, etc., participent de l'entretien et de l'activation des identifications politiques.

Sociabilités en vase clos et identifications

S'agissant des électeurs du 16^e arrondissement de Paris, il paraît impossible de comprendre les ressorts de leur loyauté sans saisir les effets de l'appartenance à des entre-soi socialement et politiquement homogames. Le poids des discussions politiques entre pairs est particulièrement déterminant en période électorale pour conforter les croyances et mobiliser à l'approche du scrutin. Les résultats de notre enquête « sortie des urnes » menée en 2017 sur les électeurs inscrits dans 14 bureaux de vote français indiquent ainsi que les électeurs du 16^e déclarent plus que les autres des discussions politiques, et ce, dans des milieux politiquement plus homogènes que la moyenne [voir encadré « Vote et discussions politiques », p. 23].

Les discussions constituent donc l'un des ciments de la cohésion politique locale. Les entretiens montrent comment, en pratique, socialisation primaire et sociabilités adultes se renforcent mutuellement : les préférences incorporées sont au principe de la sélection des cercles de proches avec qui l'on parle de politique ; l'homogénéité politique de ces interactions conforte des choix dès lors perçus comme allant

de soi. Aux questions posées sur les discussions politiques et les éventuels désaccords, les réponses convergent : « “On” discute beaucoup de politique, mais “nous” sommes tous d'accord ». Le cas de Bernard et Anne-Sophie, évoqué dans le paragraphe précédent, montre que l'appartenance à des cercles politiquement homogames relève d'une démarche active. Lors du premier entretien (mené en janvier 2017), ils affirment : « (Anne-Sophie) l'autre jour on dînait avec des amis et nous nous sommes dit : “C'est pas drôle on est tous du même avis”. On avait beau chercher on trouvait pas de point de désaccord ». Lors du second entretien, en mars, interrogés sur les membres de leur entourage qui ne « voteraient pas comme eux », ils hésitent, réfléchissent...

« – Anne-Sophie : Non, non on n'en a pas, on est assez homogènes (rires).

– Bernard : (confirmant)... nous, des amis de gauche, on n'en a pas !

– A.-S. : Si il y a ton beau-frère X. (moment de silence...).

– B. : Mon beau-frère... Ah oui... Alors lui on parle pas de politique avec lui [...] On n'est pas d'accord avec lui, alors ça sert à rien... Pour éviter les embrouilles, on parle pas politique quand il est là.

– A.-S. : ... C'est pas très intéressant. (plus loin, à propos de leur rapport à la religion)

– A.-S. : On a des cousins qui sont pleins de paradoxes. Ils sont chrétiens... mais de gauche. On parle pas de politique avec eux parce qu'on sait qu'on s'entendra pas. [...] Ils sont sectaires. On évite de parler politique avec eux, car chez eux c'est très ancré et chez nous aussi et ça créerait des tensions qui gêneraient le moment [...] on n'aime pas discuter avec eux, on est trop ancrés dans nos idées, on bougera pas. J'imagine mal me mettre à aimer Hollande [...] ! (rires) » (Bernard et Anne-Sophie, entretien, mars 2017).

L'exposition à des opinions dissonnantes est donc d'autant moins probable que l'éthique de la sociabilité

bourgeoise proscribit les sujets jugés trop personnels ou trop sérieux, mais surtout le conflit et les « embrouilles ». Ainsi comprend-on que la dispute politique soit si souvent citée au titre des pratiques inconvenantes – avec le « parlé boutique », les considérations sur l'argent, la santé, la sexualité, la chasse – et que les très rares individus qui, dans l'entourage des enquêtés, s'entêtent à défendre un point de vue contraire (*i.e.* de gauche) soient invariablement décrits comme « ennuyeux », « sectaires », voire « mal éduqués ». Au final, la volonté de préserver un entre-soi élitaires se conjugue aux standards discursifs bourgeois (le refus du conflit) pour dessiner un « style de groupe⁴⁴ » défavorable à la confrontation d'opinions divergentes.

On sait que le cadre de la famille restreinte, notamment le couple⁴⁵, constitue l'espace de discussion politique privilégié dans les sociétés contemporaines. L'enquête montre que cette prééminence est particulièrement marquée dans la bourgeoisie économique, et ce, d'autant plus que l'on considère les femmes – qui se perçoivent souvent comme moins compétentes politiquement que leurs maris⁴⁶, auprès de qui elles cherchent informations et confirmation de leurs opinions – ou encore les enfants. Il faut à ce titre souligner que le « nous » fréquemment mobilisé devant l'enquêteur pour opiner (« nous avons voté Sarkozy », « nous sommes de droite ») désigne moins la communauté des habitants des beaux quartiers que le groupe d'amis proches et surtout le cercle restreint de la famille (le conjoint, les enfants, les parents) avec lesquels on discute politique. Ces échanges en vase clos jouent un rôle prépondérant dans le maintien d'une identité politique construite à la fois en toute généralité sur des références sociales (la classe) et politiques (être de droite), mais indissociablement pensée au prisme

41. Elihu Katz et Paul F. Lazarsfeld, *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, Glencoe (Ill.), The Free Press, 1955.

42. Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson et Hazel Gaudet, *The People's Choice. How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1968 [1944], p. 137.

43. Voir notamment Robert Huckfeldt,

Politics in Context: Assimilation and Conflict in Urban Neighborhoods, New York, Agathon, 1986 ; Alan S. Zuckerman (dir.), *The Social Logics of Politics: Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphie, Temple University Press, 2005. Pour une synthèse critique de ces travaux : voir Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leur contexte : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010.

44. Nina Eliasoph et Paul Lichterman, “Culture in interaction”, *American Journal of Sociology*, 108(4), 2003, p. 735-794.

45. Céline Braconnier, « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, 53(1), 2012, p. 61-93 ; Scott D. McClurg, “The electoral relevance of political talk: examining disagreement and expertise effects

in social networks on political participation”, *American Journal of Political Science*, 50(3), 2006, p. 737-754.

46. Sur la division genrée du travail politique dans les beaux quartiers, voir Catherine Achin et Sandrine Lévêque, « Le genre, c'est la classe ? Capitaux corporels identitaires, compétition politique et contextes sociaux », in É. Agrikoliansky, J. Heurtaux et B. Le Grignou (dir.), *op. cit.*, p. 263-284.

de la singularité des appartenances familiales et des affinités individuelles. Est-ce cependant à dire que les cercles extra-amicaux et extra-familiaux jouent un rôle négligeable en matière de politisation ?

La mobilisation de proche en proche

Les électeurs interrogés portent peu d'estime aux hommes politiques en général, nous l'avons dit. Cependant, ils jugent différemment ceux qu'ils connaissent et qu'ils côtoient dans leur vie professionnelle ou de quartier. Un trait saillant des entretiens menés depuis une décennie avec ces électeurs est leur propension à juger des vertus publiques des représentants à partir de leurs qualités privées, indissociables de leur proximité sociale. Interrogés lors des municipales de 2008, les électeurs du 16^e arrondissement parisien se distinguaient de ceux du 10^e par l'intensité de leurs contacts avec les élus et leur propension à privilégier les modalités privées de rencontre avec ceux-ci. À la question « Avez-vous déjà rencontré le maire ou un élu municipal ? », les électeurs du 16^e étaient non seulement plus nombreux que ceux du 10^e à répondre positivement (37,5 % contre 25 %), mais leurs réponses à la question ouverte « Dans quelles circonstances ? » montraient un curieux tropisme. Dans le 10^e, la majorité des occasions mentionnées étaient à la fois publiques et explicitement politiques (réunions publiques organisées par un parti ou en mairie sur un problème local). Dans le 16^e, au contraire, les contacts avec les élus relevaient plus souvent de la sphère du privé et des occasions de la vie quotidienne. Parmi les plus cités figuraient ainsi les mariages, conférences, kermesses d'école et dîners entre amis.

Même dans un arrondissement qui compte plus de 160 000 habitants, nombre d'enquêtés expriment la prégnance de ces relations personnelles, comme cette électrice interviewée lors de la campagne prési-

dentielle de 2007 qui affirme que « le maire est (s)on cousin », manière polie de nous expliquer qu'il est inutile de lui demander si elle connaît le nom de l'édile... Dans la même veine, d'autres affirment connaître bien leurs élus pour les avoir eus comme équipiers « à un tournoi de bridge » (femme, 81 ans, fille d'un officier de marine, ayant travaillé dans la publicité) ou comme patient en salle d'opération (« je connais bien des élus [...] il y'en a même que j'opère » – chirurgienne, 45 ans, divorcée, fille de diplomate). Dans ces cas, l'interconnaissance vaut attestation des qualités sociales du candidat : il appartient au même monde, est « bien élevé » et donc digne de confiance. De ce point de vue, ne peuvent prétendre mobiliser de « proche en proche » que les élus jugés conformes aux dispositions bourgeoises et qui bénéficient d'un « capital d'autochtonie » suffisant pour être reconnus comme des pairs⁴⁷.

Les élus de l'arrondissement semblent d'ailleurs avoir une conscience claire de ces conditions spécifiques à la mobilisation locale. En témoignent les performances qu'ils privilégient dans le « répertoire d'actions électorales⁴⁸ ». Pierre-Christian Taittinger, maire de l'arrondissement de 1989 à 2008⁴⁹, multipliait par exemple les conférences publiques sur des personnalités comme Honoré de Balzac, Georges Clemenceau, Sacha Guitry, etc. Organisées à la mairie, ces conférences voyaient souvent le maire lui-même intervenir⁵⁰ avant de se conclure par un échange autour d'un cocktail. Très prisées des administrés, ces rencontres étaient l'occasion pour le maire-candidat de valoriser une connaissance de l'arrondissement fondée sur l'érudition locale et la familiarité sociale ; donc de moduler la relation de représentation sur un registre mondain et culturel.

Une autre stratégie pour faire de la politique « sans en avoir l'air⁵¹ » consiste à contourner le tabou de

l'espace public pour inviter directement la politique chez les électeurs – et s'y faire soi-même inviter. Car comme le résumait un élu municipal interrogé lors de la campagne de 2008 : « Dans le 16^e ça ne se fait pas d'aller sonner chez les gens ; mieux vaut se faire inviter ». On observe ainsi la centralité des « réunions d'appartement » dans le répertoire d'action électoral déployé dans le 16^e arrondissement. S'inscrivant dans la continuité des salons du XVIII^e siècle⁵² – « une forme de sociabilité qui fut centrale dans le dispositif culturel et politique des droites⁵³ » –, les réunions d'appartement permettent de privatiser l'espace de la politique. En accord avec des résidents les plus mobilisés (et possédant les ressources pour accueillir et restaurer près d'une centaine de personnes), les candidats du parti majoritaire dans le 16^e y recourent fréquemment. Elles offrent la garantie de rester entre-soi et de ne consacrer qu'un temps réduit au commentaire politique : cette séquence s'achève assez rapidement pour laisser place à un buffet au cours duquel peuvent se tenir des échanges en petits groupes avec les élus. Non que ces échanges n'abordent pas des questions politiques (ils offrent l'occasion d'interroger les élus sur leurs intentions ou de leur adresser des demandes), mais parce qu'ils permettent de contourner la forme collective du *meeting* ou de la réunion publique pour privilégier une relation plus personnalisée et entre égaux.

Comprendre la corrélation entre une position sociale et un type de comportement politique (en particulier électoral) implique de repérer les conditions sociales qui rendent possible cette corrélation. La conscience de partager un intérêt commun et la capacité à agir collectivement pour le défendre dépendent ainsi de l'existence non seulement de caractéristiques communes, d'un sentiment d'appartenance transmis, mais aussi de réseaux de sociabilité

47. Sur l'utilité de la notion pour penser la construction de position de notabilité dans les classes supérieures : voir Sylvie Tissot, « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », *Regards sociologiques*, 40, 2010, p. 99-109.

48. Clément Desrumaux et Rémi Lefebvre,

« Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, 113, 2016, p. 7-16.

49. Pierre-Christian Taittinger est l'un des héritiers des champagnes Taittinger. Son père (figure de la droite nationaliste d'entre-deux-guerres) fut député de Paris et son frère député-maire de Reims et Garde des

Sceaux. Il a été président du Cercle de l'Union interalliée et du Polo de Paris mais aussi président de la société historique d'Auteuil et de Passy.

50. Il est ainsi l'auteur d'un ouvrage intitulé : *À la rencontre des passants célèbres du XVI^e*, Paris, Hervas, 2000.

51. Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François

Ploux (dir.), *La Politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XX^e*, Rennes, PUR, 2012.

52. Antoine Lilti, *Le Monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.

53. Pascal Ory, « Le salon », in J.-F. Sirinelli (dir.), *op. cit.*, p. 126.

(notamment associatifs ou partisans) qui actualisent l'identification à un groupe et à ses valeurs⁵⁴. Si les habitants des beaux quartiers ne dérogent pas à cette logique, ils se distinguent néanmoins par quelques traits spécifiques. Ils hésitent en effet à s'en remettre à des collectifs abstraits (la classe, le parti), préférant se référer à un « nous » conjugal,

familial ou amical et s'engager dans des relations interpersonnelles avec des élus qu'ils considèrent comme des égaux. Cette socialisation en groupes exclusifs et affinitaires – dans lesquels se fixent et s'entretiennent les identifications politiques – laisse peu de prise aux opinions dissonantes et aux intermédiations partisans. Elle explique à ce titre non seulement

la stabilité du vote en faveur de la droite des électeurs situés « en haut à droite » de l'espace social, mais aussi leur faible sensibilité aux transformations contemporaines des entreprises partisans. Elle autorise, en définitive, la coexistence entre ce « sens de la distinction » si central chez les classes dominantes⁵⁵ et leur engagement dans la défense d'intérêts communs.

54. Rogers Brubaker, « Au-delà de l'«identité» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 2001, p. 66-85. 55. Sur ce point, voir P. Bourdieu, *op. cit.* et en particulier le chapitre 5, « Le sens de la distinction », p. 293 sq.